

DOSSIER DE CANDIDATURE UNIQUE

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DES HAUTES-ALPES

16 RUE CARNOT

CS 96006 05001 GAP CEDEX

OBJET DE LA CONSULTATION :

Mise en scène et Organisation technique d'évènements : 11^e TROPHEES DE L'ENTREPRISE

IDENTIFICATION DU CANDIDAT :

Le candidat se présente seul

*Indiquer nom ou dénomination, adresse du siège du candidat ou du siège social, téléphone, télécopie, courriel
Indiquer nom ou dénomination et adresse du service qui exécutera la prestation, téléphone, télécopie, courriel*

N° immatriculation (registre du commerce ou répertoire des métiers et pays si non établi en France) :
Nom et qualité de la personne habilitée à représenter l'entreprise :

OU

Le candidat se présente en groupement d'entreprises :

*Indiquer nom ou dénomination, adresse du mandataire, téléphone, télécopie, courriel
Indiquer nom ou dénomination et adresse du service qui exécutera la prestation, téléphone, télécopie, courriel*

Conjoint

OU

solidaire

Le mandataire est habilité à signer la lettre de candidature et l'offre du groupement

(Ce dernier joint à la présente lettre de candidature les habilitations nécessaires pour représenter les candidats membres du groupement.. Il précise en cas de groupement conjoint le ou les lots dont a la charge chacun des membres du groupement)

L'ensemble des membres du groupement signe la lettre de candidature et l'offre du groupement

(Tous les candidats signeront la présente lettre de candidature en remplissant le tableau de la rubrique F. En cas de groupement conjoint, ils

Le candidat se présente avec un sous-traitant :

Indiquer le nom ou dénomination du sous-traitant , adresse, téléphone, télécopie

CONDITIONS DE LA CANDIDATURE :

J'atteste représenter l'entreprise ci-dessus désignée qui se présente :

à l'ensemble du marché

Au lot n°:.....
(Cocher la case utile)

En cas de candidatures groupées, remplir une déclaration unique sur l'honneur par membre du groupement (et produire dans ce cas une lettre de candidature type DC 4)

Tous les documents constituant ou accompagnant le dossier de candidature doivent être rédigés en français.

Le candidat déclare sur l'honneur,

a) ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation définitive pour l'une des infractions prévues par les articles suivants du **code pénal** : les articles 222-38, 222-40, 313-1 à 313-3, 314-1 à 314-3, 324-1 à 324-6, 421-2-1, le deuxième alinéa de l'article 421-5, l'article 433-1, le deuxième alinéa de l'article 434-9, les articles 435-2, 441-1 à 441-7, les premier et deuxième alinéas de l'article 441-8, l'article 441-9 et l'article 450-1, ou ne pas avoir fait l'objet d'une condamnation pour une infraction de même nature dans un autre Etat de l'Union Européenne ;

b) ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans d'une condamnation définitive pour l'infraction prévue par l'article 1741 du **code général des impôts** ou une infraction de même nature dans un autre Etat de l'Union Européenne ;

c) ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions mentionnées aux articles L.8221-1, L.8221-2, L.8221-3, L.8221-5, L.8251-1, L.5225-11, L.5221-8, L.8231-1, L.8241-1 et L.8241-2 du **code du travail** ou des infractions de même nature dans un autre Etat de l'Union Européenne ;

d) ne pas être en état de liquidation judiciaire au sens de l'article L. 620-1 du **code de commerce** ou d'une procédure équivalente régie par un droit étranger ;

e) ne pas être déclaré en état de faillite personnelle, au sens de l'article L. 625-2 du **code de commerce**, ou d'une procédure équivalente régie par un droit étranger ;

f) ne pas être admis au redressement judiciaire, au sens de l'article L. 620-1 du **code de commerce**, ou à une procédure équivalente régie par un droit étranger, sans justifier d'une habilitation à poursuivre son activité pendant la durée prévisible d'exécution du marché ;

g) avoir, au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, souscrit les déclarations lui incombant en matière fiscale et sociale et acquitté les impôts et cotisations exigibles à cette date, ou s'être acquitté spontanément de ces impôts et cotisations avant la date du lancement de la présente consultation ou avoir constitué spontanément avant cette date des garanties jugées suffisantes par le comptable ou l'organisme chargé du recouvrement ;

h) être en règle, au cours de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, au regard des articles L.5212-1, L.5212-2, L.5212-3, L.5212-4, L.5212-9, L.5212-10, L.5212-11, L.5214-1 et R.5213-39 ou L.5212-5 du **code du travail** concernant l'emploi des travailleurs handicapés.

SIGNATURE POUR CERTIFICATION SUR L'HONNEUR

Fait à _____ le _____

IMPORTANT :

Le candidat est informé que dans l'hypothèse où son offre serait retenue par la collectivité, il devra fournir dans un délai de 6 jours calendaires à compter de la demande de la collectivité, soit l'état annuel des certificats reçus, soit l'ensemble des attestations sociales et fiscales, délivrés par les organismes compétents et dûment complétés. A défaut de respecter ce délai, il encourt le risque de perdre le ou les marchés qui lui auraient été attribués provisoirement.

L'usage du présent document est purement facultatif. Son emploi est cependant recommandé en vue de simplifier le formalisme lié au dépôt de candidature et éviter des éliminations dues à des omissions de renseignements.

EVALUATION DES CAPACITES PROFESSIONNELLES, TECHNIQUES ET FINANCIERES

CHIFFRE D'AFFAIRE DE L'ENTREPRISE SUR LES 3 DERNIERS EXERCICES :

	EXERCICE	EXERCICE	EXERCICE
GLOBAL			
OU RELATIF AUX PRESTATIONS OBJET DE LA PROCEDURE			

Si le candidat fait l'objet d'une procédure de redressement judiciaire ou d'une procédure étrangère équivalente, date de la décision d'ouverture de la procédure :
(produire la copie du jugement correspondant – accompagné d'une traduction certifiée si le candidat n'est pas établi en France)

MOYENS DE L'ENTREPRISE (fournir les renseignements demandés au règlement de consultation) :

- Moyens en effectif :

- Moyens en matériel

ETAT DES QUALIFICATIONS DE L'ENTREPRISE, OU REFERENCES EQUIVALENTES A CELLES REQUISES PAR LA COLLECTIVITE :

LISTE DES PRINCIPALES REFERENCES DE L'ENTREPRISE, SE RAPPORTANT A L'OBJET DE LA CONSULTATION :